

## Relire la violence dans la société colombienne à la lumière des relations sociales et internationales

## Releer la violencia en la sociedad colombiana a la luz de las relaciones sociales e internacionales

Leila Celis

Numéro 52, hiver 2012

Le renouvellement de la sociologie historique marxiste des relations internationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1017284ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1017284ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Athéna éditions

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Celis, L. (2012). Relire la violence dans la société colombienne à la lumière des relations sociales et internationales. *Cahiers de recherche sociologique*, (52), 243–269. <https://doi.org/10.7202/1017284ar>

Résumé de l'article

La violence qui s'acharne contre la société colombienne a été l'objet d'une abondante littérature dans laquelle le chaos devient l'*explicandum* de l'action d'acteurs armés multiples : guérilla, délinquance ordinaire, paramilitaires, narcotrafiquants, Forces armées. Dans le récit officiel du conflit, l'État dit se battre contre différentes forces afin de protéger la population et les institutions légalement établies. Cependant, la violence politique institutionnelle a été, de la colonie à aujourd'hui, le principal mécanisme d'ascension au pouvoir, de même que l'appareil d'État demeure un moyen privilégié d'enrichissement. En analysant les relations sociales, ce texte démontre que les élites économiques et politiques de la société colombienne sont les principales responsables et bénéficiaires de la violence qu'elles disent combattre.

# **Relire la violence dans la société colombienne à la lumière des relations sociales et internationales**

LEILA CELIS

## **Introduction**

La violence semble un trait récurrent, sinon permanent, de la société colombienne. Les quatre millions et plus de déplacés internes ne sont qu'une des conséquences tragiques des massacres, tortures, emprisonnements massifs ou disparitions forcées devenus quotidiens. On peut mesurer l'ampleur de cette réalité en rappelant que, si la société colombienne a évité les dictatures militaires, elle a subi plus de crimes que d'autres sociétés latino-américaines sous les dictatures. C'est pourquoi, dans les imaginaires sociaux, les cycles de violence semblent se chevaucher: la violence partisane des années 1940 est suivie de celle des guérillas qui apparaissent dans les années 1960, puis est renforcée par l'action criminelle du narcotrafic à partir des années 1980 et du paramilitarisme des années 1990.

Cependant, ces expressions de violence reflètent des phénomènes sociaux forts différents à l'égard des causes, de la forme et des objectifs poursuivis par la violence. Ce texte tâche de saisir les différences et d'établir des repères qui permettent de donner un sens à ces différentes expressions. Ce faisant, nous voudrions contribuer à questionner les thèses qui expliquent la violence

comme étant d'ordre culturel (la culture violente des Colombiens) et à participer aux analyses questionnant la version officielle du conflit colombien qui présente l'État, appuyé par la communauté internationale, comme se battant en même temps contre la guérilla, le narcotrafic, les paramilitaires et la criminalité ordinaire.

Le texte est divisé en trois sections. Dans la première, nous synthétisons la littérature sur la violence à partir de la perspective de l'économie politique. Dans la deuxième, nous présentons les avantages d'analyser le phénomène de la violence en l'attachant aux relations sociales. À la lumière du concept de *pouvoir politiquement constitué*, développé par Brenner et par d'autres auteurs du marxisme politique, nous définissons *la violence politique institutionnelle* pour saisir les caractéristiques principales de la violence politique en Colombie. La troisième section retrace l'évolution historique du pouvoir politiquement constitué à travers certains épisodes clés de l'histoire de ce pays.

### **La violence et l'économie politique : quelques contributions**

En Colombie, l'étude de la violence est devenue une branche à part entière des sciences sociales. Elle a été longtemps menée par *les violentologues*, spécialistes du sujet provenant principalement de la sociologie et des sciences politiques. Ce champ d'études s'est enrichi de la contribution croissante d'autres spécialistes provenant des disciplines telles l'économie, la littérature, la psychologie. La littérature qui en découle a largement contribué à la compréhension des expressions de la violence.

Dans le but d'identifier les traits essentiels des différentes approches dans l'étude de la violence, nous les regroupons ici en trois grandes catégories qui se différencient entre elles par ce qu'elles identifient comme étant à l'origine de la violence. Cette catégorisation, arbitraire comme toutes les catégorisations, ne rend pas compte des subtilités, mais permet de saisir les enjeux liés à l'ontologie et à la normativité de chaque catégorie.

### ***La violence structurelle : les injustices socio-économiques***

Johan Galtung<sup>1</sup> est l'auteur le plus représentatif de la *théorie de la violence structurelle* et sa théorie est la plus populaire des théories sur la violence en sciences sociales. La popularité de cette théorie est sans doute en lien avec l'universalisme de sa définition qui fait de la violence un synonyme d'injustice. Galtung la définit ainsi :

1. Johan Galtung, « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research* 6, n° 3, 1969, p. viii.

Si les connaissances et les ressources sont monopolisées par un groupe ou une classe ou sont utilisées pour d'autres propos, alors le niveau réel de réalisation de l'être humain tombe en bas de son niveau potentiel et la violence est présente dans le système. En plus de ce type de violence indirecte, il y a aussi la violence directe quand les moyens de réalisation ne sont pas retenus, mais directement détruits. Ainsi, quand une guerre est livrée, il y a violence directe car, en assassinant ou en blessant une personne, on met effectivement sa « réalisation somatique réelle » en bas de sa « réalisation somatique potentielle ». Néanmoins, il y a aussi violence indirecte compte tenu que les connaissances et les ressources sont détournées des efforts constructifs pour amener le réel près du potentiel<sup>2</sup>.

Pour Galtung, la violence structurelle ou indirecte est celle qui empêche les individus de réaliser leur plein potentiel en leur enlevant les moyens pour y parvenir. Elle n'est pas forcément exercée par un individu en particulier, ni forcément contre une personne, mais par une structure ou une dynamique contre un groupe social<sup>3</sup>. En plus, la violence structurelle peut être physique et psychologique, négative et positive, intentionnelle ou non et manifeste et latente. En définissant la violence structurelle, l'auteur crée une série de « typologies de la violence » dont la personnelle, la directe, la manifeste, etc.

La thèse de la violence structurelle a largement inspiré les études sur le sujet en Colombie. Tacitement, elle est au centre des recherches de *violentologues*<sup>4</sup>. Partant d'une approche sociologique et des sciences politiques, les violentologues connaissent une grande popularité dans le milieu universitaire jusqu'aux années 1980. Ils postulent que la violence a des *causes* et acteurs multiples. Gonzalo Sanchez<sup>5</sup> affirme que « à côté de la violence politique, on retrouve trois autres modalités basiques : la violence socio-économique, la violence socioculturelle et la violence sur les territoires. Ces formes de violence se renforcent par une culture de la violence qui se reproduit par l'entremise de la famille, de l'école et des médias, qui sont des agents centraux des processus de socialisation ». Les violentologues rappellent aussi l'existence

2. *Ibid.*, p. 169.

3. Et cela bien que l'auteur fasse référence aux classes sociales et groupes dominants Johan Galtung (*ibid.*, p. 171) affirme que « quand un mari frappe sa femme, c'est un cas clair de violence personnelle mais quand un million de maris tiennent un million de femmes dans l'ignorance, cela relève de la violence structurelle ». Puis il ajoute, que « dans une société où l'espérance de vie dans les classes supérieures est deux fois plus élevée que dans les classes populaires, il y a violence [...] Ici la violence est définie comme la cause de la différence entre le potentiel et le réel, entre ce qui aurait pu être et ce qui est... Donc, quand une personne mourait de tuberculose au XII<sup>e</sup> siècle, il était difficile de concevoir cela comme de la violence car c'était presque inévitable mais quand cette personne meurt de tuberculose aujourd'hui, malgré toutes les ressources médicales dans le monde, alors il y a violence selon notre définition »

4. German Guzman Campos, Orlando Fals Borda et Eduardo Umaña Luna, *La Violencia en Colombia: estudio de un proceso social*, Bogota, 1986; Orlando Fals Borda, « La investigación-action participativa: política y epistemología », dans Álvaro Camacho Guizado (dir.), *La Colombia de hoy: sociología y sociedad*, CIDSE, Universidad del Valle, 1986; Gonzalo Sanchez, *Guerre et politique en Colombie*, Paris, L'Harmattan, 1998; Malcolm D. Deas et María Victoria Llorente, *Reconocer la guerra para construir la paz*, vol. 1, Bogotá, Cerec: Ediciones Uniandes: Grupo Editorial Norma, 1999.

5. Colombia Comisión de Estudios sobre la Violencia et Gonzalo Sanchez, *Colombia: violencia y democracia: informe presentado al Ministerio de Gobernación*, vol. 2, Colombia, Universidad Nacional de Colombia, 1988, p. 11.

d'acteurs et d'intérêts multiples : narcotrafiquants, guérilla, délinquance ordinaire, ravisseurs, paramilitaires, etc. Les tenants de cette approche ont mis en relief les causes sociales de la violence comme la pauvreté, la concentration de la richesse et de la terre, la quasi-inexistence de programmes sociaux, la restriction des espaces démocratiques, etc. La relation entre iniquité et violence est, dans une large mesure, le nœud de leurs études qui concluent sur l'urgence de réformes sociales pour surmonter la violence. Les propositions des violentologues mettent l'accent sur l'importance du renforcement des politiques sociales, de la redistribution de la richesse, de la réforme agraire et de l'élargissement des espaces de participation politique. Dans la littérature française, le sociologue Daniel Pécaut est le représentant le plus connu de cette analyse. Il affirme que la Colombie est entrée dans un état de violence diffuse où « [l]a violence organisée, politique aussi bien qu'économique ouvre la voie à une violence confuse et meurtrière qui opère dans l'ensemble du tissu social et qui reflète tantôt une conflictualité non structurée entre privilégiés et exclus, tantôt une adhésion à des nouveaux modèles d'ascension sociale, tantôt une situation anémique »<sup>6</sup>.

### ***L'économie du crime : l'État défaillant***

La thèse de l'État défaillant exonère, directement ou indirectement, l'État de toute responsabilité devant la violence. N'ayant pas réussi à monopoliser la violence, l'État est, tout au plus, responsable par omission. La responsabilité *par action*, serait attribuée aux groupes criminels que l'État ne parvient pas à subjuguer<sup>7</sup>. Les auteurs de cette approche considèrent que la violence sociale (criminelle) est plus importante que la violence politique. Ce choix s'appuie sur le refus que les tenants de l'économie du crime font de la « relation entre inégalité et violence »<sup>8</sup>. L'idée d'approcher la violence et le crime à partir d'une perspective économique s'est popularisée dès la fin des années 1990 dans les sphères gouvernementales. Elle a donné lieu notamment aux théories de l'économie du crime<sup>9</sup>. Les théoriciens de cette approche s'intéres-

6. Daniel Pécaut, « La Colombie dans la tempête », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 98, 1990, p. 4.

7. S. N. Kalyvas et Ana Arjona, dans Stathis N. Kalyvas, Ian Shapiro et Tarek Masoud (dir.) *Order, Conflict, and Violence*, Cambridge University Press, 2008.

8. Pour une analyse en détail de cette argumentation et de sa critique, voir Gutiérrez, Francisco, « Inequidad y violencia política: una precisión sobre las cuentas y los cuentos ». *Análisis político. Instituto de estudios políticos y relaciones internacionales -IEPRE- Universidad Nacional de Colombia*, vol. 43, 2001.

9. Voir Astrid Martínez, *Economía, crimen y conflicto*, vol. 1a. Bogotá, Universidad Nacional de Colombia Ediciones Antropos, 2001; Fabio Sanchez Torres, *Las cuentas de la violencia: ensayos económicos sobre el conflicto y el crimen en Colombia* (coll. Vitral), Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2007. Suivant la même analyse, les théoriciens de la démocratie ont affirmé que la fragilité des régimes démocratiques, tel le régime colombien, dérive de leur incapacité à maintenir l'ordre et un État de droit, devant l'essor de la criminalité organisée et des groupes de guérilla. Voir Larry Jay Diamond, *Developing Democracy: Toward Consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1999, p. 14-17 et 249 à 308.

sent aux coûts économiques de la violence et cherchent à créer des modèles permettant de couper la spirale de propagation de la violence. On y distingue particulièrement l'analyse systématique des statistiques pour infirmer les causes sociales de la violence<sup>10</sup> et les études économétriques des relations entre violence et croissance économique.

Les auteurs de l'économie du crime relèvent les anomalies durables que la guerre provoque, entre autres, sur le modèle de croissance économique<sup>11</sup>, sur les finances publiques<sup>12</sup> et sur les systèmes judiciaire et pénitentiaire. Les économistes institutionnalistes qui partagent la même problématique évoquent un cercle vicieux : la faiblesse de l'État et de ses institutions permet les actions violentes et la violence affaiblit encore plus les institutions et permet la montée de la criminalité<sup>13</sup>.

Comme pour certains *violentologues*, pour les analystes de l'économie du crime, la variable dépendante de leur problématique est le nombre d'homicides. Toutefois, plutôt que de se lancer à la recherche de causes multiples pour l'expliquer, les théoriciens de l'économie du crime en Colombie choisissent de se concentrer sur le commerce de la drogue et la fragilité du système punitif. Ils mettent l'accent sur l'importance de renforcer les institutions répressives pour contrer le crime.

### ***La violence du développement : en transition vers le progrès***

La thèse selon laquelle le « progrès » économique entraîne une importante charge de violence a inspiré diverses analyses. Ces dernières centrent leur objet d'étude sur les changements opérés par les nouveaux modes de production et les nouvelles relations sociales. On peut retracer les origines de cette idée dans la théorie marxiste et dans la théorie institutionnaliste. En effet, pour Marx, un nouveau mode de production n'émerge que des cendres de l'ancien. Le mode de production capitaliste est particulier en ce qu'il « arrache aux producteurs directs les moyens de production ». Dans

10. Une critique majeure de cet argument est formulée par Mauricio Rubio dans *Crimen e impunidad: precisiones sobre la violencia*, Bogotá, Colombia, TM Editores: Universidad de Los Andes (CEDE), 1999. Rubio rappelle que la plupart des homicides en Colombie restent impunis et donc que leurs auteurs et mobiles restent inconnus. Par conséquent, Rubio considère qu'il n'est pas possible de savoir quel pourcentage de meurtres correspond au conflit. Voir aussi Pizarro Leongómez, Eduardo, *Una democracia asediada: balance y perspectivas del conflicto armado en Colombia*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2004.

11. Jesús Antonio Bejarano, *Ensayos de historia agraria colombiana*, vol. 1a, Bogotá, Fondo Editorial CEREC, 1987.

12. Cárdenas Santa-María Cárdenas S, Mauricio Cárdenas et Roberto Steiner, *Corrupción, crimen y justicia: una perspectiva económica*, Tercer Mundo Editores, 1998.

13. Salomon Kalmanovitz, *Violencia y narcotráfico en Colombia*, coll. « Conference papers », New York, Columbia University. Center for Latin American and Caribbean Studies New York University, Institute for Latin American and Iberian Studies, 1990. Almanovitz est sans doute un des économistes les plus influents dans la littérature et la pensée économique en Colombie. Son livre *Economía y nación* (1999) représente bien la partie de son œuvre qui s'appuie sur le matérialisme historique, alors que sa production intellectuelle actuelle est mieux représentée par le néo-institutionnalisme économique. Il est actuellement fonctionnaire au Banco de la República.

son analyse sur l'industrialisation anglaise, il démontre comment la violence est centrale dans le processus d'accumulation primitive nécessaire au capitalisme<sup>14</sup>. D'autres analyses marxistes ont tâché de démontrer que l'accumulation primitive est cyclique et liée aux régimes d'accumulation capitaliste<sup>15</sup>.

Du côté des institutionnalistes, Karl Polanyi<sup>16</sup> retrace la même période d'émergence du capitalisme industriel et identifie le passage d'une forme de société où l'économie était assujettie aux principes sociopolitiques, à la société du marché autorégulateur. Selon son analyse, la société de marché détériore fortement le niveau de vie des producteurs directs par la marchandisation fictive de la force de travail, de la terre et de la monnaie. Cette marchandisation, qui donne lieu à la rente, au salaire et aux intérêts, accompagne la production industrielle en disloquant l'ensemble social.

Dans la littérature plus récente, on retrouve des arguments similaires chez les théoriciens du post-développement. Pour Escobar<sup>17</sup> par exemple, « Le développement est le nom donné à la stratégie de modernisation. [Le niveau de violence entraîné par le développement] n'est pas seulement endémique, il est constitutif du développement. Je crois aussi que ce niveau de violence est étroitement lié à un phénomène de modernité qui est devenu tellement naturel qu'il n'est plus remarqué et parfois même célébré: le déplacement ». Escobar synthétise son analyse lorsqu'il affirme que les traumatismes de la modernité vont de la pauvreté à la guerre. Le lien entre le modèle de développement et la répression a été exploré pour conclure, avec justesse, que la violence est nécessaire pour imposer les nouvelles règles du capitalisme néolibéral<sup>18</sup>. Les recherches en question tiennent pour acquis que toutes les sociétés marchent vers l'intégration dans le modèle unique de l'économie globale capitaliste.

D'un autre côté, les théories du développement économique, basées sur le dualisme entre les secteurs retardés et les plus avancés de l'économie réapparaissent en force en Colombie. Nous portons une attention particulière à la théorie du dualisme économique parce qu'à notre avis, le phénomène du narco-paramilitarisme rouvre le débat sur la caractérisation de l'économie

14. Karl Marx, « Chapter Twenty-Six: The Secret of Primitive Accumulation », dans *Capital. Volume One*, marxists.org, 1867.

15. David Harvey, *The New Imperialism*, Oxford, Toronto, Oxford University Press, 2003; Jairo Estrada Alvarez, *Capitalismo criminal. Ensayos críticos*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Grupo interdisciplinario de estudios políticos y sociales (Theseus), 2008.

16. Karl Polanyi, *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.

17. Arturo Escobar, « Development, violence and the new imperial order », *Development* 47, n° 1, 2004, p. 15-16.

18. Stephen Gill, « Constitutionalising Inequality and the Clash of Globalisations », *International Studies Review*, vol. 4, n° 2, 2002, p. 47-65; Arturo Escobar, « Development, violence and the new imperial order », *Development*, vol. 47, n° 1, 2004, p. 15-21; Lara Coleman, « The Gendered Violence of Development: Imaginative Geographies of Exclusion in the Imposition of Neo-liberal Capitalism », *British Journal of Politics & International Relations*, vol. 9, n° 2, 2007, p. 204-219.

colombienne. Rappelons que le dualisme économique des années 1960 et 1970<sup>19</sup> postulait que toutes les économies avançaient vers le développement industriel. Dans ces théories, les secteurs retardataires ou de subsistance de l'économie en entrant en contact avec les secteurs avancés allaient être entraînés dans le développement. Par conséquent, pour les auteurs du dualisme économique, il fallait suivre *le* modèle des économies développées pour que toutes les économies deviennent égales. Opérationnalisé sur l'échelle nationale, le dualisme oppose la ville à la campagne : les secteurs agraires traditionnels seraient une source d'entrave à la dynamique des secteurs industriels modernes. Ce sont les mêmes éléments d'analyse qu'on retrouve chez Gustavo Duncan et qui jouissent, de nos jours, d'une large acceptation dans le milieu universitaire colombien. Duncan associe au secteur rural les phénomènes culturels, économiques et politiques *néo-médiévalistes* pour les opposer à la culture libérale et moderne. Pour Duncan :

Les seigneurs de la guerre constituent une nouvelle classe sociale. Ils utilisent leurs factions armées pour s'approprier le pouvoir local en contrôlant le pouvoir législatif et en infiltrant les villes par les réseaux mafieux. Ces réseaux sont un phénomène inédit dans l'histoire de la Colombie : il s'agit d'un projet littéralement mafieux dans la mesure où son propos est le monopole de la protection de certaines transactions. Derrière les intérêts de la nouvelle élite des *seigneurs de la guerre* apparaissent des tensions entre les forces urbaines, qui prétendent construire une société régie par des principes démocratiques avec un capitalisme moderne, *et* les forces rurales qui veulent disperser le pouvoir de l'État pour construire des gouvernements régionaux basés sur l'impunité des entreprises criminelles<sup>20</sup>.

## Les limites conceptuelles et normatives des théories de la violence

Un regard critique sur la littérature que nous avons survolée ci-haut permet de faire ressortir plusieurs problèmes que nous synthétiserons rapidement.

### *L'ambiguïté du concept et les conséquences sur l'appréhension du phénomène*

D'abord, il faut noter que le fait d'approcher la violence en termes structuraux ne donne qu'une compréhension vague, partielle et fragmentée de ce phénomène. Vague parce qu'en assimilant la violence à l'injustice, le phénomène à étudier devient insaisissable. Partielle, principalement parce qu'après avoir identifié des problèmes comme l'iniquité et les restrictions démocra-

19. W. Arthur Lewis, « The Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *Manchester School*, vol. 22, n° 2, 1954, p. 139-191 ; W. W. Rostow, *The Stages of Economic Growth, a Non-Communist Manifesto*, Cambridge, University Press, 1960.

20. Gustavo Duncan, *Los señores de la guerra: de paramilitares, mafiosos y autodefensas en Colombia*, Bogotá, Planeta, 2006.



tiques, la réflexion n'est pas suffisamment approfondie pour comprendre ce qui a rendu possible et nécessaire ces iniquités. De plus, la connaissance de la violence que nous donne cette littérature est fragmentée, entre autres, puisqu'elle néglige d'aborder clairement les intérêts qu'elle défend, perdant de vue du même coup, les vrais protagonistes et bénéficiaires. Le refus d'historiciser le conflit dans sa complexité et le fait de ne pas faire de distinction entre la logique des différents acteurs armés font apparaître la violence comme une maladie endémique de la société colombienne. Dans la même veine, le fait que les multiples causes et expressions de la violence soient étudiées comme des phénomènes séparés donne l'apparence de chaos, de guerre permanente et fratricide, etc. Finalement, la différence marquée entre les approches sociologique et économique permet de comprendre pourquoi les analyses disponibles de la violence gravitent autour d'un paradoxe : soit elles soulignent son endémie, soit elles analysent seulement ses aspects conjoncturels.

***La proposition des politiques publiques :  
de la naïveté au renforcement des acteurs de la violence***

Les études de la violence ont en commun un aspect normatif qui traduit les connaissances du phénomène de violence en formulation de solutions. Cette orientation donne lieu à de louables propos qui ne semblent pas toujours cohérents avec la réalité que les chercheurs découvrent. Ainsi, à titre d'exemple, les violentologues demandent à la classe dominante de mettre en œuvre des politiques de réforme agraire ou démocratique alors qu'elle a fait la guerre pour s'appropriier la terre et des institutions de l'État. La justesse de leurs conclusions sur les causes de la violence contraste avec la naïveté de leurs propositions.

D'un autre côté, les analyses de l'économie du crime ont fait des propositions qui, elles, tiennent compte du contexte politique et des rapports de force dans cette société : elles prônent le renforcement des seules institutions que l'État est intéressé à consolider, à savoir, le système punitif (policiier, judiciaire et pénitentiaire) et le système répressif. Mais hélas, ces deux branches du pouvoir sont étroitement liées aux dynamiques de la violence colombienne<sup>21</sup>.

.....  
21. CINEP Centro de investigación y educación popular, *Deuda con la humanidad. Paramilitarismo de Estado en Colombia, 1988-2003*, Bogotá, Banco de datos de violencia política, 2004; Mauricio Romero, León Valencia et Corporación Nuevo Arco Iris, *Parapolítica: la ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*, Bogotá, Intermedio: Corporación Nuevo Arco Iris, 2007; Javier Giraldo, «Objeción de conciencia», 2010.

***La violence dans la transition: de la téléologie universelle aux parcours nationaux***

Les théories qui expliquent la violence comme nécessaire au développement passent sous silence le fait que la société colombienne ne suit guère les pas des sociétés industrialisées ou capitalistes. La coercition physique nécessaire à l'appropriation de la richesse et à la reproduction du pouvoir n'est pas un phénomène transitoire. Au contraire, la coercition physique se reproduit dans cette société depuis l'indépendance, tout en prenant des formes légèrement différentes au cours de l'histoire.

Cela peut servir à infirmer les théories universalistes et modernisatrices qui dessinent des liens de continuité entre le développement des forces productives et l'avènement de l'État-nation moderne et de la démocratie à l'occidentale. Cela peut aussi servir à analyser le rôle que la force et la violence directe jouent dans les sociétés contemporaines et pas seulement le rôle que la violence a eu dans l'histoire précapitaliste. L'importance de cette question grandit dans le contexte d'une scène internationale où la répression directe, qu'on pensait laissée aux oubliettes, reprend rapidement place.

***La responsabilité de l'État dans la violence: témoin impuissant ou entrepreneur actif?***

Pour ce qui relève de l'identification des responsabilités, il existe un vide important dans la littérature que nous avons parcourue. C'est l'absence de distinction entre la violence exercée par les citoyens et celle exercée par l'État et ses représentants. Mise à part la littérature des droits humains<sup>22</sup>, les allusions à cette distinction ne sont introduites que pour les rejeter<sup>23</sup>. Pour nous, il s'agit d'une distinction importante qui touche plusieurs aspects politiques allant de la responsabilité de l'État aux relations de domination. La responsabilité de l'État découle de son utilisation souveraine de la force, ce qui fait qu'un acte violent, non légitime, commis par un citoyen est un crime alors que le même acte commis par un représentant de l'État est une violation aux droits humains. Cela dit, pour nous, la priorité est d'identifier les rapports de domination et de pouvoir dans le phénomène de la violence. Pour ce faire, il nous faut procéder à une identification des types de violence, ce que nous abordons dans la section suivante.

.....  
22. Winifred Tate, *Counting the Dead: The Culture and Politics of Human Rights Activism in Colombia*, San Francisco, University of California Press, 2007.

23. Daniel Pécaut, « Violence et politique: quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie », *Cultures & Conflits*, n° 13-14, 1994.

## La violence politique : responsabilités et caractéristiques

*Grosso modo*, on peut parler de deux types de violence à l'intérieur de l'espace que la théorie politique appelle «la sphère publique» : la sociale et la politique. Au sein de la *violence sociale* (aussi appelée commune) peuvent se regrouper les vols de voitures, les vols à la tire, les enlèvements et l'ensemble des délits non politiques, alors que *la violence politique* est celle exercée tantôt pour défendre, tantôt pour défier le régime politique et ses institutions. En Colombie, cette distinction entre *violence sociale* et *violence politique* a donné lieu à la distinction entre *délinquant social* et *délinquant politique* aussi présente dans le code pénal colombien qui distingue le délit politique (la rébellion, l'émeute et la sédition ainsi que les délits connexes) des autres délits qui n'ont pas comme objectif la transformation de la société. À partir de cette classification assez acceptée dans la littérature, nous proposons une sous-catégorie en différenciant deux types de violence politique : *la violence révolutionnaire* exercée par les forces insurgées ou de guérilla et *la violence institutionnelle*, exercée pour défendre et reproduire le statu quo<sup>24</sup>.

Nous traiterons ici seulement de la violence politique institutionnelle et ne nous attarderons pas à étudier la violence commune ou sociale, ni la violence révolutionnaire de la guérilla. Ce choix répond à deux raisons principalement : d'abord, ce sont des sujets à part entière et ils échappent à l'ampleur du présent travail ; ensuite, la dynamique de ces deux phénomènes nous semble encadrée, ou ayant parmi leurs causes la violence politique institutionnelle. En effet, à propos de la violence commune, nous ne pouvons qu'être d'accord avec le travail des violentologues qui concluent que la violence sociale existe parce qu'il y a des injustices sociales non résolues et donc que cette réalité reviendra constamment sur la scène sociale tant et aussi longtemps que ces problèmes resteront intouchés. D'un autre côté, malgré toutes les nuances que l'on pourrait vouloir introduire, il nous semble que la violence révolutionnaire correspond à celle de la lutte des classes, mais l'analyse qu'exige une telle affirmation ne sera pas non plus l'objet de cette recherche<sup>25</sup>.

24. La violence politique institutionnelle, comme nous la définissons ici, s'attache à des relations sociales, tel que nous allons le voir dans la troisième section.

25. À propos d'une lecture reconnaissant les aspects idéologiques et historiques de la guérilla colombienne, voir Carlos Medina Gallego, *FARC-EP: notas para una historia política, 1958-2006*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de ciencias humanas, 2007; Carlos Medina Gallego, *Elementos para una historia de las ideas políticas del Ejército de Liberación Nacional. La historia de los primeros tiempos (1958 - 1978)*, Bogotá, Rodríguez Quito Editores, 2001.

## **Analyser les relations sociales pour comprendre la violence**

Nous aborderons cette analyse à partir du cadre proposé par le marxisme politique. Ce cadre d'analyse permet de reconstruire la logique inhérente aux relations sociales qui fait de la violence un trait récurrent en Colombie.

Pour les partisans de cette théorie, le processus de production et les mécanismes correspondants d'appropriation de la richesse contribuent à la compréhension de la société si on les caractérise comme des phénomènes sociaux plutôt que comme des phénomènes techniques relevant de l'utilisation de machinerie, du capital, etc. C'est dans cette perspective que Robert Brenner a entrepris l'étude de l'Europe féodale et qu'il parvient à mettre en place les bases d'un nouveau débat aux implications théoriques importantes pour les sciences sociales et pour l'analyse marxiste particulièrement<sup>26</sup>. Regroupés autour du nom de *marxisme politique*, les auteurs de cette branche du matérialisme historique remettent en question autant l'historisation que la causalité du passage au capitalisme, en démontrant que les conditions pour l'émergence de ces relations sociales particulières en Angleterre ont été façonnées par des particularités historiques qui ont agi sur les classes sociales plutôt que par les impératifs de la technologie et de l'industrialisation ou de l'accroissement des échanges.

Les relations sociales constituent à la fois la réalité et les limites dans lesquelles se transforme la société<sup>27</sup>. Elles déterminent aussi la place de la société dans le système international<sup>28</sup>. Cela n'empêche pas pour autant le dynamisme social puisque les relations sociales sont co-déterminées par le rapport de force entre les différentes classes sociales, en même temps qu'elles sont influencées par la géopolitique.

### ***Les relations sociales entre le marché et la coercition directe***

Alors que les relations contractuelles telles le salaire ou la durée de la journée de travail font partie des relations sociales capitalistes, au mode de production féodal correspondent des rapports sociaux de production serviles comme

- .....
26. Trevor H. Aston et Charles H. E. Philpin, *The Brenner Debate: Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, coll. « Past and present publications », Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1985; Guillaume Dufour et Sébastien Rioux, « La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété », *Actual Marx*, vol. 8, n° 1, 2008, p. 126-139; Ellen Meiksins Wood, *L'origine du capitalisme: une étude approfondie*, Montréal, LUX Éditeur, 2009.
  27. Robert Brenner, « Property Relations and the Growth of Agricultural Productivity in Late Medieval and Early Modern Europe », dans A. Bhaduri et R. Skarstein (dir.), *Economic Development and Agricultural Productivity*, Londres, Elgar, 1997, p. 9-44.
  28. Justin Rosenberg, *The Empire of Civil Society: a Critique of the Realist Theory of International Relations*, Londres, New York, Verso, 1994; Benno Teschke, *The Myth of 1648: Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations*, Londres, New York, Verso, 2003.

la soumission personnelle, la rente, l'allégeance hiérarchique. Comment comprendre la différence dans le degré de domination de ces deux modes d'exploitation? Pour une branche du marxisme, la particularité du mode de production capitaliste se situe dans la rupture et la séparation, effectives et réelles, créées entre les producteurs directs et les moyens de production<sup>29</sup>.

Le capitalisme introduit, par ce mécanisme de séparation, la marchandisation de la vie quotidienne des individus, ainsi que le marché interne<sup>30</sup>. En donnant une valeur au surplus créé par le travailleur (représenté par le salaire), l'appropriation de son travail devient un acte principalement économique. Les individus sont forcés de rentrer dans la logique capitaliste du marché en vendant leur force de travail pour subvenir à leurs besoins. Ils ne sont plus obligés, par la coutume ou par la force, de travailler pour le seigneur ou le maître, la seule contrainte les obligeant à mettre leur force de travail au service d'autrui étant économique.

L'appropriation du surplus par le salaire, propre au mode de production capitaliste, permet de diviser en deux le processus d'exploitation : *le moment politique de l'expropriation* où l'État agit à travers l'appareil juridico-politique, et *le moment économique de l'appropriation* contrôlé par le capitaliste privé en tant que propriétaire<sup>31</sup>. L'accumulation économique, la spécialisation, le réinvestissement des profits et l'innovation deviennent des caractéristiques indispensables et inhérentes au système de production capitaliste, car ils entraînent le développement des forces productives qui permettent la création et l'appropriation d'un surplus relatif – créé par l'amélioration technique de la production et de sa gestion – et non plus seulement l'appropriation d'un surplus absolu tiré directement de travailleurs<sup>32</sup>. Par contre, dans les modes de production précapitalistes, la fonction politique d'institutionnalisation de la domination a lieu en même temps et par les mêmes acteurs qui s'approprient du travail réalisé par le producteur direct. Analysant les mécanismes de reproduction du pouvoir et donc d'appropriation de la

29. Ernesto Laclau, «Feudalismo y capitalismo en America Latina», dans Rodolfo Stavenhagen, Ernesto Laclau et Ruy Mauro Marini (dir.), *Tres ensayos sobre America Latina*, [Barcelona], Editorial Anagrama, 1973, p. 135; Robert Brenner, «The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism», *New Left Review*, n° 104, 1977, p. 25–92; Robert W. Cox, *Production, Power, and World Order: Social Forces in the Making of History*, coll. «Power and production», New York, Columbia University Press, 1987; Robert Brenner, *Merchants and revolution: commercial change, political conflict, and London's Overseas Traders, 1550-1653*, Londres, New York, Verso, 2003. Voir notamment *Le Capital*, Livre I, p. 528. D'autres particularités du capitalisme sont l'appropriation du surplus et son réinvestissement dans le processus productif pour le rendre concurrentiel (R. Cox, *op. cit.*, p. 406), mais ce mécanisme d'accumulation n'est nécessaire et possible que si la force de travail est déjà considérée comme une marchandise, comme l'a analysé R. Brenner (*op. cit.*) et comme nous l'admettons ici.

30. Karl Marx, *Le capital: livre I*, Paris, Gallimard, 1969, p. 554.

31. Ellen Meiksens Wood, «The Separation of the Economic and the Political Capitalism», *New Left Review*, vol. 1, n° 127, 1981, p. 66–95.

32. Robert Brenner, «The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism», *New Left Review*, n° 104, 1977, p. 25–92.

richesse dans les sociétés précapitalistes, l'historien Robert Brenner identifie et décrit la singularité de la *propriété politiquement constituée* :

Fréquemment, les grands propriétaires terriens trouvaient que la meilleure règle de reproduction était « l'accumulation politique ». Plutôt que d'investir dans de nouveaux et meilleurs moyens de production agricole ou d'ouvrir de nouvelles terres, les propriétaires terriens cherchaient à augmenter leur revenu en investissant dans l'amélioration de leur potentiel militaire et politique, en construisant des communautés politiques et des États féodaux plus forts, mieux armés, plus larges et plus coercitifs pour dominer et contrôler la paysannerie et faire la guerre plus efficacement. Il faut souligner que cette option choisie par les propriétaires terriens ne s'explique pas seulement en termes de potentiel pour augmenter le revenu des seigneurs. Cela fut imposé à la majorité des seigneurs comme conséquence de la structure féodale de l'économie dans son ensemble. Au demeurant, dans des conditions où il était difficile d'améliorer ou d'élargir la production, augmenter la pression sur les paysans ou conquérir et piller pouvait représenter le rapport coût-bénéfice le plus performant pour les augmenter et donc l'accumulation politique était la meilleure règle de reproduction<sup>33</sup>.

### Historiciser le pouvoir politiquement constitué en Colombie

La réflexion de Brenner sur les mécanismes d'accumulation politique, qui donne lieu au *pouvoir politiquement constitué*, permet de mieux saisir la *violence politique institutionnelle* que nous avons définie ci-haut en la rattachant à l'analyse des relations sociales. En effet, le modèle de développement économique et politique en Colombie est caractérisé par la récurrence de la violence. Héritage des relations sociales dérivées de systèmes tels que l'hacienda et le caciquisme, cette violence s'est encore accrue avec la lutte contre le communisme qui légitima la création de groupes paramilitaires contre-insurrectionnels, puis avec le narcotrafic à partir de 1980. Aujourd'hui cette violence a atteint le niveau d'un conflit armé.

Nous présenterons brièvement les changements encadrant le modèle de développement de cette société depuis l'indépendance en mettant en lumière la coercition physique reliée à la reproduction du pouvoir. Nous postulons qu'à l'intersection des phénomènes de la violence et du modèle de développement se trouvent la particularité des mécanismes d'accumulation présents en Colombie et la transformation singulière qu'ils ont subie en réaction aux luttes sociales internes et à la géopolitique internationale.

33. Robert Brenner, « Property Relations and the Growth of Agricultural Productivity in Late Medieval and Early Modern Europe », dans A. Bhaduri et R. Skarstein (dir.), *Economic Development and Agricultural Productivity*, Londres, Elgar, 1997, p. 9-44.

## ***L'indépendance et l'héritage colonial***

On ne saurait parler du modèle économique colombien sans faire mention des implications que la colonie espagnole eut sur cette société et son économie. La nature précapitaliste des relations sociales espagnoles au moment de la conquête a eu sans doute un impact profond sur les sociétés du nouveau monde conquises alors par l'empire ibérique<sup>34</sup>. Les institutions féodales importées par la métropole en territoire colombien, ainsi que celles créées sur la structure sociale existante, ont donné naissance à un mode de production servile qui, tout en se transformant au cours des siècles, a résisté à d'autres modes de production dans lesquels il est imbriqué de nos jours.

L'*encomienda*<sup>35</sup>, la *mita*<sup>36</sup>, la réserve autochtone ou le *resguardo*<sup>37</sup> étaient pour la plupart des institutions purement féodales établies pour forcer les autochtones à habiter à l'intérieur de l'*encomienda* et à remplir des obligations tributaires<sup>38</sup>.

Les institutions coloniales se sont développées et transformées pendant trois siècles suivant les impératifs de l'Espagne et les ambitions des conquérants. Pour Rosenberg

Vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, les Espagnols ne s'étaient pas seulement substitués aux élites aztèques et incas, s'appropriant les structures existantes d'extraction du surplus et d'appropriation ; sous la pression combinée du déclin démographique, augmentant la demande de main-d'œuvre dans les mines, et d'une monarchie absolue, ils avaient reconstitué la population restante dans une nouvelle société, la Nouvelle-Espagne, une formation sociale tributaire, organisée autour de la production de lingots et son relais, par le biais d'une série de relations d'échange contrôlées, vers la métropole de Castilla<sup>39</sup>.

Or, si au début de la période coloniale, les intérêts de l'Espagne se limitent principalement aux métaux précieux provenant du nouveau continent, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Espagne voit dans les colonies un débouché pour ses manufactures et une source d'approvisionnement d'autres matières premières. De la même sorte, l'Espagne monopolise le commerce et la production pour protéger son économie au détriment des intérêts des créoles, deve-

34. Pour une analyse de ces relations, voir J. Rosenberg, *op. cit.*

35. Par l'*encomienda*, un conquistador recevait de la couronne un groupe d'indigènes pour les catéchiser dans la foi catholique. Les indigènes devaient fournir un tribut pour la couronne et prêter des services à l'*encomendero* qui disposait ainsi de sa main-d'œuvre. F. Guillén Martínez, *El poder político en Colombia*, Bogotá, Punta de Lanza, 1979.

36. On distingue trois types de *mita* : l'agraire, la minière et d'ouvrage (manufacture textile). La *mita* était une unité de production, qui liait les Indigènes au travail obligatoire et en échange duquel ils recevaient un salaire qui devait être suffisant pour subvenir à leur subsistance et pour payer le tribut de l'*encomienda*.

37. Terres communautaires octroyées aux autochtones par la couronne.

38. Alvaro Tirado Mejía, *Introducción a la historia económica de Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Dirección de Divulgación Cultural, 2001, p. 27.

39. J. Rosenberg, *op. cit.*, p. 107-108.

nus l'élite des colonies. De lors, la transformation des institutions coloniales est influencée par les intérêts de ces derniers, qui contestent les restrictions au commerce sortant des colonies ainsi que les restrictions sur la production des colonies.

Dans la mesure où le métissage et les travaux forcés font diminuer la population autochtone, seule à produire et à payer des tributs, les relations sociales doivent se réorganiser. Les privilèges tirés du contrôle de la main-d'œuvre autochtone deviennent insuffisants dans une société largement exemptée du tribut<sup>40</sup>. Dans ces conditions, la source du pouvoir doit se déplacer et la propriété de la terre est enlevée aux autochtones, ce qui donne naissance au système de l'*hacienda*. Guillén Martínez<sup>41</sup> conclut ainsi que « à partir de ce moment, c'est le titre légal sur la terre qui devient le garant de l'accès à la main-d'œuvre bon marché et la soumission des travailleurs ».

Le mouvement indépendantiste fait valoir les intérêts des *encomenderos*, qui cherchent à s'approprier la terre et pas seulement à administrer les *encomiendas*, et des commerçants dont les intérêts étaient délaissés par la couronne. L'indépendance ne change pas la logique d'accumulation féodale, elle la transfère aux autorités républicaines qui sont, dans une large mesure, les latifundistes, les propriétaires d'esclaves et les commerçants créoles. Les intérêts de cette aristocratie ne sont pas affectés par l'indépendance car, précisément, ils en sont les protagonistes. C'est pour cela qu'historiens et économistes affirment que l'indépendance changea peu la structure de production et de domination<sup>42</sup>. Conséquence de la continuité des modes d'exploitation coloniaux, les rapports serviles se prolongent après l'indépendance par l'obligation faite aux paysans de payer un tribut, puis une rente en travail ou en argent pour accéder à la terre, ou encore de payer des frais de « passage » pour l'utilisation de chemins qu'ils ont, dans bien des cas, eux-mêmes contribué à construire.

### ***Du néo-féodalisme du XIXe siècle à l'industrialisation du XXe siècle***

Les premières transformations importantes au mode de production servile hérité de la colonie ont été amenées par la Révolution du milieu du XIXe siècle. Les réformes libérales (1848-1854) de cette période ont un impact significatif sur l'organisation sociale et sur les relations de production en place. Durant cette période, l'esclavage est aboli (1852), les biens de l'Église mis en vente et les Jésuites expulsés du pays. Commence une autre étape de

40. Fernando Guillén Martínez, *op. cit.*, p. 102.

41. *Ibid.*, p. 122.

42. Salomón Kalmanovitz, *Economía y nación una breve historia de Colombia*, vol. 4, coll. «Historia Tercer Mundo Editores», Santafé de Bogotá, Colombia, Tercer Mundo Ediciones, 1997.



reconcentration de la terre au cours de laquelle la propriété de celle-ci passe de l'Église aux militaires (pour les récompenser des « services rendus à la patrie »), des politiciens et des généraux libéraux<sup>43</sup>. Les institutions coloniales des *resguardos* et des *ejidos*<sup>44</sup> sont aussi supprimées, mettant sur le marché les terres des autochtones et les terres incultes qui appartenaient à l'État. De plus, l'abolition de la dîme, du monopole du tabac et de l'*aguardiente* stimule la production en libérant le commerce de ses entraves. L'ensemble de ces mesures donne un nouvel élan à la libération de la main-d'œuvre autochtone et esclave et du même coup à l'*hacienda*: expulsée de la terre, la main-d'œuvre autochtone est accaparée par les latifundistes.

Les rapports sociaux qui entourent la production de l'*hacienda* sont en général très violents et les producteurs directs ne jouissent d'aucun droit. Les relations serviles de production de l'*hacienda* ne se limitent pas à la subjugation des autochtones, dont le nombre diminue ostensiblement, mais s'étendent aussi aux métisses et aux blancs pauvres, alors que la précarité de la main-d'œuvre contraint le propriétaire à fixer le travailleur à sa terre donnant ainsi naissance au métayage adjacent à l'*hacienda*. Pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, les relations serviles à la campagne se sont consolidées davantage<sup>45</sup>. Encore au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'exploitant qui loue une parcelle de terre se transforme en quasi-serf à cause des artifices des latifundistes, principalement l'endettement : connu comme *peonaje por deudas*, les relations qui en découlent sont semi-serviles<sup>46</sup>. Les *arrendatarios* ou exploitants sont empêchés de produire des cultures commercialisables, comme la quinine et le café, et ne reçoivent généralement pas de salaire ou sont payés dans une monnaie échangeable seulement dans les magasins que possède le latifundiste.

La révolution du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle est, dans ses objectifs, semblable aux 14 guerres civiles qui lui succédèrent pendant le même siècle : elle ne cherche pas à ébranler l'ordre établi, mais plutôt à négocier l'inclusion d'une classe émergente dans le système. Dans les mots de Sánchez « L'enjeu de ces guerres n'était pas la prise du pouvoir, le changement du système ou la substitution d'une classe politique par une autre, comme dans les révolutions. Ce qui se jouait là, c'était simplement la participation administrative et l'incorporation des forces, qui avaient été occasionnellement exclues de l'appareil

43. Alvaro Tirado Mejía, *Introducción a la historia económica de Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Dirección de Divulgación Cultural, 2001, p. 127-128.

44. Terres communautaires désignées par la couronne au pâturage.

45. Jesús Antonio Bejarano, *Ensayos de historia agraria colombiana*, vol. 1a, Bogotá, Fondo Editorial CEREC, 1987 ; S. Kalmanovitz, *op. cit.*, p. 166-230.

46. Alfredo Molano, décrit le même système d'endettement mais, cette fois présente dans la région du Guaviare au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans son livre *Selva adentro: una historia oral de la colonización del Guaviare*, Ancora Editores, 1987.

institutionnel»<sup>47</sup>. Ces guerres se font entre les seigneurs latifundistes qui, détenant leurs propres structures de pouvoir local, cherchent à accaparer le pouvoir central à travers duquel ils se reproduisent économiquement et socialement. La force n'est pas exercée de façon exclusive par le pouvoir central, parce que la souveraineté même de l'État est encore fragmentée.

Les rapports d'exploitation semi-serviles, et le mécanisme politique d'accumulation de capital qui les accompagne, servent de base à la vague d'industrialisation qui commence avec le XX<sup>e</sup> siècle. Ces rapports imprègnent la société à un point tel que la Colombie d'aujourd'hui en reste encore marquée.

### ***L'industrialisation et le pouvoir politique***

Pour comprendre l'incidence des rapports extra-économiques dans le processus d'industrialisation, il est important de remarquer que l'accumulation de capital nécessaire au démarrage industriel provient, dans une large mesure, de l'économie du café, grande génératrice de devises. Ayant démarré dans les années 1840, la production du café accroît l'importance du secteur agraire et permet l'acquisition de devises juste avant que les crises internationales (Première Guerre mondiale, crise de 1929 et Deuxième Guerre mondiale) ne créent les conditions nécessaires au développement de l'industrie nationale. Ainsi, le secteur agraire fortifié par l'économie caféière, dans laquelle cohabitent la production intensive (faite par des paysans) et extensive (faite par des grands latifundistes), devient le support de la production industrielle qui s'amorce par le biais de la substitution des importations. Dans ce contexte, au début du XX<sup>e</sup> siècle, les *haciendas* et les métayers sont articulés au processus de l'industrie naissante. Dans cette articulation, le marché interne, presque inexistant, joue un rôle moins important que les corporations de producteurs agraires dont font aussi partie les industriels. Pour illustrer ces propos, prenons l'exemple de la Sociedad de Agricultores de Colombia (SAC). Fondée en 1872, elle représente sans ambiguïté les intérêts des latifundistes (caféiculteurs et éleveurs dans un premier temps) et détient encore aujourd'hui un pouvoir énorme. Dès le début, elle compte avec l'appui des deux partis et influence directement les décisions de l'exécutif en matière économique. Pierre Gilhodes<sup>48</sup> rappelle que la SAC est représentée «ès qualités dans les directions de toutes sortes d'organismes (23 en 1964) aussi importants que la Banque de la République, l'Institut de réforme agraire, la Caisse de crédit agricole, les Chemins de fer nationaux...».

47. G. Sanchez, *Guerre...*, op. cit., p. 20.

48. Pierre Gilhodes, *La Question agraire en Colombie 1958-1971. Politique et violence*, coll. «Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques», Paris, A. Colin, 1974, p. 33.

En parallèle avec l'importance permanente et croissante du secteur agricole, les gouvernements libéraux qui se succèdent à partir des années 1930 et la force des secteurs industriels et financiers permettent une réorganisation des idées libérales qui jouent un rôle important dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Pendant le premier mandat présidentiel du libéral López Pumarejo (1934 à 1938), sont passées des réformes sociales qui favorisent les droits des travailleurs, le droit d'organisation notamment, et remettent en question la grande propriété terrienne lors qu'elle n'est pas productive. Il s'agit principalement d'une loi de réforme agricole (Loi 200 de 1934) qui conditionne le droit de propriété de la terre à son exploitation. Conséquence de cette loi, les terres non productives devaient être restituées à l'État et certains droits sont reconnus aux métayers. La classe dominante traditionnelle, dont les terres sont en général très peu ou pas cultivées, répond à ces réformes par *la Violencia* qui commence à couvrir dès 1934, quand les plus grands propriétaires terriens, réunis dans l'Association Patriotique Économique Nationale (APEN), lancent l'offensive « de la reconquête ». Ceux qui jouissent de droits féodaux sur la terre n'ont pas l'intention de céder devant les libéraux au pouvoir. L'offensive militaire est lancée dans tout le pays, principalement dans les régions qui avaient montré les plus grands niveaux d'organisation sociale à partir des années 1920. La première phase de la *Violencia* est l'objet d'intenses débats politiques au cours desquels les libéraux, majoritaires au parlement, dénoncent le rôle de la Police au service du gouvernement conservateur d'Ospina Pérez (1946-1950) dans les assassinats politiques<sup>49</sup>. Il faut rappeler, néanmoins, que la répression contre les mouvements sociaux avait commencé sous la présidence d'Alberto Lleras Camargo<sup>50</sup>, un libéral qui gouverne le pays entre 1945-1946. La *Violencia* se solde par deux millions de paysans déplacés et plus de 200 000 personnes assassinées.

En 1953, lorsque l'ampleur de *la Violencia* menace les intérêts du bloc dominant, l'élite libérale-conservatrice choisit le général Rojas Pinilla pour mettre en place une dictature militaire. Cette dictature dure trois ans et compte sur l'appui presque unanime de l'élite dominante. Mais ce dernier disparaît lorsque le général, mû par son ambition de garder le pouvoir, commence à se conduire de façon autonome et à prendre des mesures populistes en vue d'élargir sa base sociale. L'élite du pays forme alors le « Front Civil » (terme utilisé par opposition au gouvernement militaire) et utilise la

49. Eduardo Pizarro, « La profesión militar en Colombia », *Análisis político. Instituto de estudios políticos y relaciones internacionales - IEPRE - Universidad Nacional de Colombia* (s. d.).

50. Reconnu par ses politiques antisyndicales, il succède en 1945 à Alfonso López Pumarejo pour compléter sa période présidentielle. López a dû démissionner sous les pressions des élites des deux parties qui le qualifient de communiste. Lleras joue un rôle important pour balayer Rojas Pinilla du pouvoir en 1953, puis devient le premier président sous le Front National entre 1958 et 1962.

grève générale pour obliger le Général Rojas à céder le pouvoir à une junte militaire et à quitter le pays. La grève est reconduite jusqu'à ce que la junte militaire, mise en place par Rojas, reconnaisse publiquement son caractère transitoire et s'engage à organiser les mécanismes permettant un prompt retour à un gouvernement civil.

La classe dominante crée la formule du Front National pour les 16 années suivantes (1958-1974). Le pouvoir, à tous les niveaux, est administré conjointement et équitablement par les libéraux et les conservateurs qui s'échangent la présidence, à tour de rôle. Par cette formule, l'alliance traditionnelle arrive à se renouveler et à s'institutionnaliser encore une fois. Depuis lors, le clivage idéologique entre les secteurs libéral et conservateur de l'élite dominante a été surmonté, ce qui permet d'entreprendre le processus d'industrialisation envisagé par le secteur « libéral » de la classe dominante sans toucher aux intérêts des latifundistes qui ont démontré leur pouvoir politico-militaire. La guerre que les Colombiens appellent *la Violencia* avait comme objectif de prendre le contrôle de l'administration de l'État pour défendre la structure de propriété de la terre. Ses protagonistes visaient des intérêts bien au-delà de la défense des valeurs partisans. *La Violencia* produit une logique sociale peu favorable aux idées libérales, logique qui encadrera longtemps le comportement du bloc dominant de cette société.

S'il est vrai que l'économie colombienne se transforme dans sa rentabilité et dans sa productivité, elle ne le fait pas dans le sens proprement capitaliste du terme : le pouvoir politique personnalisé reste nécessaire pour faire avancer la production. Ici, le pouvoir des entrepreneurs n'est pas basé sur leur capacité à établir des liens d'exploitation économique avec les producteurs directs ni sur leur capacité concurrentielle, mais sur leur capacité à disposer du pouvoir politique, représenté par la terre et les armées, pour accroître le surplus direct et s'approprier les ressources de l'État. Il est donc compréhensible que, parallèlement à *la Violencia*, le gouvernement prenne des mesures économiques favorables aux grands propriétaires afin de stimuler l'industrialisation, comme celle qui suivent, citées par Salomón Kalmanovitz

... le crédit subventionné dont le volume a doublé entre 1940 et 1945 et s'est multiplié par cinq pour l'élevage, ainsi que la croissance des dépenses publiques qui sont passées de 9 à 70 millions avec des réalisations aussi importantes que la reconversion des terres en Armero, une des premières régions à cultiver le coton... De plus, on a offert un financement bon marché aux importations de machinerie à partir de 1945 et une assistance technique et une protection douanière après 1948 limitant encore la concurrence étrangère contre la production de la propriété terrienne<sup>51</sup>.

.....  
51. S. Kalmanovitz, *op. cit.*, p. 342.

Une des conséquences du comportement particulier du bloc dominant est que l'industrialisation colombienne se fait par l'entremise d'une politique protectionniste et monopoliste conforme aux intérêts des agro-industriels qui détiennent le pouvoir<sup>52</sup>. D'ailleurs, bien qu'effectivement des progrès aient été réalisés au niveau de l'utilisation de machinerie dans la production et donc de la productivité, la croissance économique, à certains moments, est difficilement explicable par des facteurs économiques. Pendant *la Violencia*, l'industrialisation se développe « à un rythme de croissance jamais vu auparavant du 11,5 % annuel comme moyen entre 1945 et 1950<sup>53</sup> ». Angarita Sarmiento rappelle à ce sujet que

Alors que la productivité et les revenus des entrepreneurs augmentaient, les salaires réels baissaient dans ce secteur de 11 % entre 1948 et 1954, une politique basée sur la répression et la persécution des organisations syndicales. Une conséquence de cela est que les salaires qui représentaient la moitié du produit national en 1945 n'en représentent plus que 38 % en 1954<sup>54</sup>.

Au même moment, les grands propriétaires fonciers, qui font la promotion de la guerre entre paysans libéraux et conservateurs, en sortent gagnants, la taille de leurs terres augmentant notablement. Les périodes de violence ont été si rentables pour l'économie que la transformation de ce mécanisme d'accumulation semble non seulement inutile mais aussi illogique. Quand les grands propriétaires lèvent des armées privées ou utilisent la police et l'Armée nationale à leur guise, ils ne remettent pas en question le monopole de la force de l'État, car celui-ci est tributaire des grands propriétaires terriens. Il faut conclure plutôt que la classe dominante exerce le pouvoir à travers l'État et ses institutions<sup>55</sup>. La force et la souveraineté demeurant encore fragmentées, elles ne répondent pas seulement à un pouvoir central et impersonnel, mais aux forces qui sont souvent en dispute. L'articulation des pouvoirs

52. Jesús Antonio Bejarano mentionne d'autres facteurs qui favorisent le monopole dans le processus d'industrialisation colombien, tels que la composition et la taille du marché national ainsi que la dépendance des devises pour l'importation des biens de capital. Voir à ce sujet Jesús Antonio Bejarano, « Industrialización y política económica », dans Jorge Orlando Melo et Luis Alberto Alvarez (dir.) *Colombia hoy : perspectivas hacia el siglo XXI*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1995, chap. 5.

53. Alvaro Tirado Mejía, *Introducción a la historia económica de Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Dirección de Divulgación Cultural, 2001. Dans le même texte, Tirado souligne que « [le] cinq décembre 1949, alors que le pays perdait son sang en pleine *Violencia*, le président de l'Association nationale d'industriels déclarait au journal *El Colombiano* de Medellín "la situation de la Colombie en ce moment est la meilleure qui s'est présentée jusqu'à aujourd'hui" ».

54. Carlos Enrique Angarita Sarmiento, *Estado, poder y derechos humanos en Colombia: aproximación a una propuesta para una política pública en derechos humanos en Colombia*, vol. 1a, Bogotá, Corporación René García, 2000.

55. Dans le livre *Pasado y presente de la violencia en Colombia*, Daniel Pécaut (1991) expose la thèse de la dissolution progressive de l'État. Cela serait le résultat de la présence, à l'intérieur de la classe dominante, de différentes conceptions du rôle de l'État, certains allant jusqu'à remettre en question l'importance de construire un État qui pourrait être remplacé par les entreprises.

locaux à la dynamique nationale se fait par l'entremise du système électoral du caciquisme et du clientélisme.

Dans son livre *Guerre et politique en Colombie*, Sánchez se demande si « [l']ordre hiérarchique de l'*hacienda* s'est substitué à la structure militaire ou si l'ordre militaire s'est substitué à la structure des haciendas<sup>56</sup>[?] » Il répond en soulignant que ces deux structures ne sont pas « antinomiques » mais profondément liées. Nous renchérissons pour affirmer que ces deux ordres hiérarchiques sont étroitement liés à la structure politique de la société colombienne de nos jours.

### ***Narcotrafic et paramilitarisme***

Tel que nous l'avons rappelé, les armées privées au service des grands propriétaires terriens sont profondément ancrées dans l'histoire de la Colombie. Néanmoins, la dynamique du paramilitarisme (entendu comme des armées privées au service des grands propriétaires terriens) change dans le contexte de la Guerre froide. Il y resurgit légitimé politiquement, ce qui lui donne un nouveau coup d'envoi car, à partir de ce moment, le paramilitarisme ne relève plus seulement des relations internes : il se développe dans le contexte des relations internationales qui lui sont favorables. Pour illustrer ces affirmations, il convient de rappeler qu'en 1962, la Mission militaire Yarborough de l'École de guerre spéciale des États-Unis visite la Colombie et laisse des directives pour mettre en œuvre la stratégie paramilitaire<sup>57</sup>. Les directives en question sont mises en œuvre dès 1962<sup>58</sup> par les Forces armées. Sur le plan juridique, la légalisation du paramilitarisme s'est faite à partir de 1965, par le décret 3398 qui devient juridiction permanente par la loi 48 de 1968 et n'est déclarée inconstitutionnelle qu'en 1989.

Il est aussi important de rappeler que le paramilitarisme était historiquement une structure subordonnée à la classe dominante et que, par conséquent, les paramilitaires n'avaient pas eux-mêmes une incidence directe sur la structure de pouvoir : ils ne défendaient que les intérêts des grands propriétaires. Cette situation subit une transformation importante lorsque le paramilitarisme et le narcotrafic convergent dans le phénomène social qu'est le narco-paramilitarisme.

56. G. Sanchez, *Guerre...*, *op. cit.*

57. CINEP Centro de investigación y educación popular, *Deuda con la humanidad. Paramilitarismo de Estado en Colombia, 1988-2003*, Bogotá, Banco de datos de violencia política, 2004.

58. Ces directives sont matérialisées dans les manuels des Forces Armées des années 1962, 1963, 1969, 1979, 1982 et 1987. Voir l'analyse complète dans « La doctrina insurgente del Estado colombiano y la población civil », CINEP, 1988.

En Colombie, le narcotrafic fait irruption dans les années 1970 avec la culture de marijuana, mais très rapidement les narcotrafiquants étendent leurs actions à la transformation de la pâte de coca, importée de la Bolivie et du Pérou, pour l'exporter vers les États-Unis. À la suite de l'éradication des cultures de coca dans les pays voisins, la Colombie prend la relève dans la plantation tout en gardant les routes pour le trafic. Lié dès le début aux propriétaires terriens de la côte Caraïbe – qui jouissent d'un statut marginal dans le cercle de pouvoir – et à une criminalité émergente, le narcotrafic démontre rapidement son efficacité comme mécanisme de mobilité sociale et pour restructurer la composition de la classe dominante. L'efficacité du narcotrafic découle de sa performance économique et militaire au service d'une stratégie de légalisation.

Sur le plan économique, à partir des années 1980, le rapatriement des profits du narcotrafic sont responsables de 2,5 à 5% du PIB de la Colombie et de 40% de ces exportations<sup>59</sup>. Ces chiffres font référence seulement au produit du trafic des drogues, qui n'est qu'une des branches de l'économie du narco-paramilitarisme. En ce qui concerne la propriété des terres, la concentration s'est poursuivie, renversant les résultats de la réforme agraire qui avaient eu lieu jusqu'en 1984<sup>60</sup>. Cette concentration s'est faite, encore une fois, à l'encontre des petits propriétaires paysans qui ont dû céder aux narco-paramilitaires 6 800 000 hectares de terres fertiles<sup>61</sup>. De plus, à partir de 1984, le nombre des propriétés de plus de 500 hectares a augmenté pendant que la superficie agricole utilisée a diminué car les terres qui ont fait l'objet de concentration ne sont pas cultivées de façon intensive : les grandes concentrations terriennes sont principalement destinées à l'élevage extensif de bovins ou à la spéculation<sup>62</sup>. C'est en raison de l'importance de leur économie que les narcotrafiquants demandent à la classe dominante de leur accorder une amnistie. Dans leur logique, ils ont créé une richesse qui profite à l'économie colombienne et, en échange, ils exigent la légalisation de leurs acquis.

59. Ricardo Rocha, *La economía colombiana tras 25 años de narcotráfico*, vol. 1, Santafe de Bogotá, Siglo del Hombre Editores, UNDCP, 2000. En 2008, le chef narco-paramilitaire Salvatore Mancuso a affirmé que le narcotrafic produit 7 milliards de dollars par année, ce qui équivaut à 5% du PIB. Les spécialistes de la question trouvent ce chiffre vraisemblable (El Tiempo, le 7 novembre 2008).

60. Il ne faut pas pour autant penser que les politiques de réforme agraire ont touché les grands propriétaires terriens dont seulement 1,5% des propriétés furent affectées par la réforme agraire. Ces terres, que l'État acheta aux propriétaires pour les redistribuer, furent de piètre qualité. Le gros des terres attitrées par la réforme agraire aux paysans (4 millions d'hectares entre 1963 et 1977) furent principalement des terres de colonisation qui étaient donc propriété de l'État. (S. Kalmanovitz, *op. cit.*).

61. Darío Fajardo Montaña, *Para sembrar la paz hay que aflojar la tierra : comunidades, tierras y territorios en la construcción de un país*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2002.

62. Héctor Mondragón et Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos, *La organización campesina en un ambiente de terror*, Bogotá, Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos, 2002.

Malgré la performance économique des narcotrafiquants, l'oligarchie traditionnelle n'était pas prête à les accepter au pouvoir. C'est dans ce contexte qu'il faudrait comprendre la stratégie des narco-paramilitaires dont la croissance économique s'accompagne dès le début d'un fort appareil militaire et de la décision de négocier leur inclusion dans l'État.

Sur le plan militaire, dès le début des années 1980, le groupe paramilitaire Mort aux ravisseurs (MAS en espagnol) apparaît sous l'égide des plus grands narcotrafiquants en éclaboussant le pays de sang. L'anticommunisme des narcotrafiquants leur permet de converger avec les structures paramilitaires déjà existantes, appuyées, de plus, par les Forces armées colombiennes. En 1983, le groupe est présent dans plusieurs régions du pays et parmi ses membres, on trouve au moins 59 militaires actifs dont 11 officiers<sup>63</sup>.

Sur le plan politique, la stratégie de légalisation de la classe émergente est double : d'un côté, elle vise à occuper les espaces publics et à se construire une image politique qui minimise l'importance de l'activité criminelle (en 1982, Escobar se présente aux élections législatives et devient suppléant à la Chambre des représentants), d'un autre côté, et bien que leur stratégie en termes militaires se soit pas unifiée, les narcotrafiquants cherchent à se fusionner avec le paramilitarisme<sup>64</sup>.

Après qu'Escobar a été abattu – par une alliance entre l'État, la CIA et un secteur du narcotrafic –, la stratégie de légalisation du narco-paramilitarisme se consolide. Les grands cartels de la drogue sont désarticulés pour donner place à des réseaux moins spectaculaires et l'image de l'activité criminelle est politisée par l'entremise des Autodéfenses Unies de Colombie qui se définissent « en tant que mouvement politique-militaire à caractère antissubversif exerçant le droit légitime de défense et demandant des transformations de l'État sans l'attaquer »<sup>65</sup>. Le but est clairement de politiser l'activité criminelle du narco-paramilitarisme.

L'acceptation du narco-paramilitarisme parmi la classe dominante se concrétise à partir de 2002, donnant lieu à une nouvelle reconfiguration du pouvoir. À côté de l'apparition de l'emblématique figure d'Alvaro Uribe dans la vie politique, la Colombie voit se transformer son système de partis. Le bipartisme libéral-conservateur, une constante depuis la proclamation de la république, s'est effrité en 2002. Le processus d'insertion des structures narco-

63. Procuraduría General de la Nación, *Informe de la Procuraduría general de la nación sobre el MAS. Lista de integrantes y la conexión MAS-militares*, Bogota, Procuraduría General de la Nación, 20 février 1983.

64. La littérature sur ce sujet rend compte de la vision opposée entre les deux capos, Pablo Escobar qui aurait cherché des liens avec la guérilla, et Rodriguez Gacha qui appuyait sans restriction le paramilitarisme.

65. Mauricio Romero, León Valencia et Corporación Nuevo Arco Iris, *Parapolítica: la ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*, Bogotá, D.C., Intermedio, Corporación Nuevo Arco Iris, 2007, p. 16.



paramilitaires dans celles du pouvoir apparaît à l'opinion publique après les élections législatives de 2002, quand les leaders paramilitaires affirment que 35 % des congressistes sont leurs alliés. La démobilisation de 41 000 paramilitaires entre 2002 et 2006 et la normalisation de leur situation juridique correspondent à un processus d'institutionnalisation du paramilitarisme dans l'establishment. Avec ce processus, un nouveau cycle d'enrichissement basé sur l'autoritarisme narco-paramilitaire se termine. Le discours de justice et de réparation dont s'est muni le processus de démobilisation cherche à lui donner l'image de chose jugée et, ce faisant, à légitimer l'incorporation des acquis narco-paramilitaires dans la vie normale de la société colombienne.

L'utilisation de la violence a constitué un mécanisme de reproduction de la classe dominante, et non pas simplement un mécanisme de subsistance des groupes délinquants agissant en marge de la loi et de l'establishment. L'institutionnalisation du narco-paramilitarisme renforce le pouvoir politiquement constitué et légitime la violence politique institutionnelle comme mécanisme de reproduction de la classe dominante. La violence narco-paramilitaire, tout comme d'autres formes de violence en Colombie, ne résulte pas des intérêts étrangers – bien réels –, ni d'une guerre fratricide où une sorte de violence généralisée opposerait les uns aux autres : elle est intrinsèque à la reproduction de la classe dominante. Elle est une expression des rapports sociaux dominés par une élite qui ne renonce pas à l'utilisation du pouvoir politique comme méthode d'accumulation de richesse et de reproduction de la domination, dans un contexte géopolitique qui favorise cette pratique répressive.

Les conséquences de l'incorporation du narco-paramilitarisme dans le pouvoir sont encore difficilement mesurables, mais disons, pour l'instant, que du point de vue du conflit, la violence armée s'est révélée un mécanisme de mobilité sociale très efficace. C'est donc sans surprise que l'on peut constater la nouvelle croissance des actions des groupes paramilitaires<sup>66</sup>. Sur le plan économique, le modèle d'une économie agro-industrielle des narco-paramilitaires correspond parfaitement avec la redéfinition des rôles dans le système économique international après le processus de désindustrialisation qui commence dans les années 1990 au niveau mondial. À l'époque post-industrielle, les pays du Nord se spécialisent dans le secteur des services et des technologies et les pays du Sud reviennent à leur tâche de fournisseurs de matières premières, produits agricoles et minéraux. C'est au moins ce que l'on peut comprendre de la situation en Colombie où la reconcentration des terres est canalisée par l'agro-industrie de la palme, du sucre, des fruits, etc. pour servir de complément à

66. Mauricio Romero et Angélica Arias, « Sobre paramilitares, neoparamilitares y afines. Crecen sus acciones, ¿qué dice el gobierno? », *Corporación Nuevo Arco Iris*, 2010, p. 34–45.

l'économie d'extraction minière et pétrolière. Voilà le modèle de développement institué par le gouvernement Uribe et confirmé par son actuel successeur le président Santos (son ex-ministre de la Défense).

## Conclusion

Nous avons abordé ici la violence en Colombie, essayant de comprendre à quoi obéit sa persistance. À la lumière de la littérature, nous avons conclu qu'il est impossible de traiter les différentes expressions de violence dans une seule catégorie et nous avons soutenu que la violence politique institutionnelle est centrale pour comprendre les autres types de violence (la violence politique révolutionnaire ou encore la violence sociale). La violence politique institutionnelle fait référence d'un côté, à la coercition physique que les groupes dominants ont exercée tout au long de l'histoire contre les groupes dominés afin d'en tirer des bénéfices économiques, et d'un autre côté, à son utilisation pour modifier les rapports de force à l'intérieur de la classe dominante. En ce sens, ce type de violence est un mécanisme de contrôle social et d'enrichissement autant qu'un mécanisme de mobilité sociale. La violence politico-institutionnelle, telle qu'elle est exercée en Colombie, prend la forme de contraintes physiques et d'actes législatifs et administratifs qui favorisent l'accumulation de richesse par la classe dominante comme l'expropriation des petits propriétaires terriens et l'institutionnalisation des escadrons de la mort. Cette violence est, d'une part, un mécanisme d'appropriation (directe et indirecte) de richesse à travers l'expropriation armée et juridique, d'autre part, à l'intérieur de l'appareil d'État, elle sert à équilibrer les rapports de force dans les prises de décision économique et idéologique. Ainsi défini, le concept de *violence politique institutionnelle* permet de saisir la dynamique répressive contre la population là où l'appropriation de la richesse et le contrôle social s'exercent par la coercition physique (militaire) aussi bien que par des mécanismes administratifs et juridiques.

Les violations constantes des droits humains de la part du gouvernement colombien, son action répressive contre la population civile, ne relèvent pas du monopole souverain de la violence propre aux États-nations modernes, mais bien d'un ensemble des relations de pouvoir qui se sont configurées au cours de l'Histoire et à travers desquelles la classe dominante parvient à se reproduire et à se renouveler. Quelle est la particularité de la violence politique institutionnelle, comme elle existe en Colombie, par rapport au pouvoir répressif des sociétés industrialisées? Dans ces dernières, le pouvoir politique a été séparé du pouvoir économique. Cette séparation, qui a débuté en Angleterre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a donné lieu à un pouvoir

politique impersonnel dont la fonction centrale est la gestion juridique et administrative de la société de classes.

Le pouvoir économique dans ces sociétés bénéficie du pouvoir politique tout en tirant ses profits de l'activité économique à proprement parler plutôt que du pouvoir politique. Bien sûr, le pouvoir politique peut à l'occasion être mis à la disposition de l'accumulation économique mais en fin de compte, le mode d'accumulation dominant dans les sociétés industrielles est économique. Cette distinction entre les modes de production avait fait proliférer la littérature dans les années 1960 et 1970. Pour plusieurs approches, l'extension du commerce était aussi vue comme une extension du mode de production capitaliste qui insérait, à travers le commerce, les économies arriérées dans le système économique capitaliste. Les approches en question assimilaient ainsi le capital mercantile qui émergeait du commerce avec le mode de production capitaliste. L'importance de différencier les échanges commerciaux et le mode de production capitaliste, qui exploite le travailleur pour obtenir la plus-value, a été soulignée largement dans la littérature, principalement la littérature marxiste<sup>67</sup>. La caractérisation de l'économie et de la société colombienne actuelle est aussi importante à établir.

Du point de vue normatif, nous ne pouvons qu'être d'accord avec les théoriciens colombiens qui dénoncent la classe dominante comme étant criminelle, leur pouvoir étant basé sur la terreur. Néanmoins, nous ne sommes pas prêts pour autant à caractériser le mode de production de cette société de « capitalisme criminel ». Si le mode de production auquel nous faisons référence est criminel et si le mode de production capitaliste est injuste, basé sur des relations de domination qui nous indignent profondément, le mode de production capitaliste, comme nous l'avons défini plutôt ici, est un mode de production dont la particularité centrale est la production de la plus-value et c'est là sa différence avec les autres modes d'exploitation et de domination. C'est d'ailleurs pourquoi, dans le capitalisme, la répression contre l'opposition sociale prend d'autres formes (mises à pied, sanctions économiques, etc.). Ce système n'a pas besoin de recourir systématiquement à l'assassinat, l'emprisonnement et la torture. Le capital criminel qui émerge de la clandestinité et de la coercition armée propre de l'économie criminelle ne correspond pas au mode de production capitaliste. Par contre, ce capital criminel s'insère dans l'économie capitaliste sans difficulté et la nourrit largement en

67. Robert Brenner, «The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism», *New Left Review*, n° 104, 1977, p. 25-92; Ellen Meiksins Wood, «The Separation of the Economic and the Political Capitalism», *New Left Review*, n° 127, 1981, p. 66-95; Ellen Meiksins Wood, *L'origine du capitalisme: une étude approfondie*, Montréal, Québec, LUX Éditeur, 2009; Guillaume Dufour et Sébastien Rioux, «La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété», *Actual Marx* 8, n° 1, 2008, p. 126-139.

liquidité tout en blanchissant les profits du crime. Le capitalisme est donc bien présent dans la société colombienne. Mais dans cette société cohabitent différents modes de production et d'exploitation liés par une logique extra-économique d'appropriation de la richesse. En Colombie, le capitalisme exploite, à travers des bas salaires, comme il le fait partout dans le monde, et est étroitement lié à l'économie criminelle. Cela se fait en bafouant tous les droits civils sur lesquels le capitalisme s'érige ailleurs.

Le fait que la violence politique institutionnelle en Colombie corresponde aux mécanismes de reproduction sociale de la classe dominante n'est aucunement un dysfonctionnement de cette société ni une expression de la perte de souveraineté de l'État. Au contraire, cela reflète une simple continuité historique dans l'évolution du mode prédominant d'organisation économique et politique de la société. Depuis l'apparition des partis libéral et conservateur (1849), le vote des paysans pauvres et sans terre est lié aux intérêts économiques et politiques de *l'hacendado*, intérêts qui sont protégés par les caciques. Cette structure verticale de fonctionnement de la politique peut difficilement s'étudier en l'isolant de l'économique. Le cacique contrôle la structure de participation « démocratique » des candidatures sénatoriales par la pression et la corruption. Il contrôle ainsi les appuis nécessaires pour être élu démocratiquement, représentant les intérêts d'un groupe très restreint. L'opposition politique ou militaire à cet ordre de choses est réprimée sans relâche par les pouvoirs locaux et par la structure de pouvoir national. En réalité, la répression de l'opposition sociale a été un facteur important dans l'unification de la classe dominante.